

Les Hongrois tentent d'exorciser le « malaise » des années Kadar

Si le parti communiste n'est plus représenté au Parlement, le régime de l'ancien dictateur, mort en juin 1989 conserve ses nostalgiques. Une pièce de théâtre d'Antal Végh tente pour la première fois de briser le tabou

BUDAPEST

de notre correspondant

Comment peut-il reposer en paix? La petite tombe discrète de Janos Kadar est étrangement située à mi-chemin de deux autres monuments qui symbolisent les paradoxes amers de son existence: d'un côté l'imposant panthéon du mouvement ouvrier, toujours orné de la devise «Ils ont vécu pour le communisme et le peuple», et de l'autre le fragile totem en bois, à la mode des cimetières de Transylvanie, dressé à la mémoire des victimes de l'insurrection de 1956. Même mort, l'ancien dirigeant communiste, décédé en juin 1989 à l'âge de soixante-dix-sept ans, continue d'être hanté par son destin pitoyable.

Pourtant, près de 10 000 fidèles sont venus lui rendre hommage, samedi 6 juillet, à l'occasion du deuxième anniversaire de son enterrement. Sous un soleil de plomb, les orateurs ont été interrompus au cri de «Vive le parti» et le rassemblement s'est calmement dispersé après avoir entonné une dernière fois l'Internationale.

Le plus long règne après François-Joseph

«C'est bien la preuve que l'esprit de Janos Kadar est toujours vivant», proclame, sans sourciller, M. Gyula Thurmer, trente-huit ans, le jeune président du Parti communiste hongrois, la minorité restée pure et dure. Toutefois sa formation n'a pas franchi aux législatives de mars 1990 la barre des 4 % qui lui aurait assuré une représentation parlementaire. Et le PC, jadis tout puissant, partage désormais son siège avec une société privée de distribution de meubles baptisée Royal...

Vivant, l'esprit de Kadar? Ce qui frappe plutôt, c'est le silence pesant entourant ces années-là. Un silence qui alimente le vide et autorise tous les dérapages. C'est ainsi que M. Gyula Thurmer peut encore continuer à défendre «la grandeur humaine de Kadar» alors qu'un ministre du gouvernement conservateur a récemment déclaré que «Kadar était plus coupable que Szalasi», le chef du mouvement nazi responsable de la mort de centaines de milliers de

Juifs, qui fut condamné pour crimes contre l'humanité après la guerre.

«Pour une grande partie de la population éloignée de l'agitation politique, les années Kadar représentent une époque plus stable, plus équilibrée et plus calme; c'est sûr qu'il y aura des nostalgies», constate l'historien György Litvan. Des regrets qui se nourrissent de l'inquiétude, face à un avenir aujourd'hui incertain et économiquement instable. Mais, malgré cela, Janos Kadar, celui qui a «créé» le plus longtemps sur la Hongrie contemporaine après l'empereur François-Joseph, demeure remarquablement absent, entoui dans une mémoire omniprésente mais qui n'arrive pas à s'exprimer. Seul l'écrivain polémiste, extrêmement contesté par ailleurs, Antal Végh, a osé briser le tabou. Si sa pièce de théâtre, les *Épisodes de la vie d'un gouverneur*, sortie en janvier à Budapest, n'a pas fait recette, c'était toutefois la première fois que la vie de l'ancien dirigeant communiste était montrée sur scène.

Végh, à son accoutumée, n'y est pas allé de main morte. Il a choisi le parti pris de la dérision pour illustrer la vie de Janos Kadar qui a présidé aux destinées de la République populaire de Hongrie pendant trente-trois ans. Une dérision aux accents tragi-comiques, puisée dans le parcours même du «Vieux». Arrivé au pouvoir dans le sillage des tanks soviétiques, le matin du 4 novembre 1956, Janos Kadar s'est éteint le jour même de la réhabilitation officielle du premier ministre Imre Nagy, le père spirituel de la révolution de 1956... Et de son vivant, raconte le journaliste Mahaly Süköd, «Kadar n'a jamais prononcé le nom d'Imre Nagy. Il disait toujours «lui»!»

L'adaptation de Végh — une heure et demie de provocation pour passer en revue quarante ans d'histoire — est volontairement caricaturale. Janos Kadar, l'énergie militante de dix-sept ans des Jeunesses communistes, ouvrier et résistant avant de devenir le protégé d'Andropov après 1956, est dépeint comme un homme lâche, servile, ayant trahi les siens pour finir sa vie rongé de remords et écarté par son parti en mars 1988. Le trait est bien entendu grossier. Et même si Végh n'apporte aucun éclairage nouveau sur la vie de l'ancien secrétaire général, il est le

premier à avoir osé s'attaquer au phénomène Kadar. Mais, signe du malaise, quatre metteurs en scène se sont déistés et les acteurs ont abandonné les uns après les autres. Finalement, seul un acteur comique a accepté d'interpréter le rôle de Kadar communément appelé «Janos Bacs» (Monsieur Jean).

Une exposition en préparation

«Nous sommes en présence d'un refoulement collectif», s'indigne l'écrivain Istvan Eörsi dans un livre cinglant sur les années de plomb en Hongrie (1). L'image de Kadar au cours des dernières décennies, constate-t-il, est passée «du traître méprisé au père de la patrie». Mais se pencher sur Kadar, c'est aussi se heurter au manque de sources. Deux ans après sa mort, personne n'a encore pu (ou voulu?) écrire la biographie de celui qui a tant dominé la scène hongroise. Mais comment dresser le portrait de quelqu'un qui parlait si peu de lui-même et dont on sait, tout au plus, qu'il aimait jouer aux échecs?

Quant à l'épouse de l'ancien dictateur, Marika, elle refuse toute interview et vit repliée dans son modeste pavillon de trois pièces, sur la colline des Roses de Budapest. Mais, surtout, les archives du ministère de l'intérieur n'ont pas encore été ouvertes. Et de l'avis des chercheurs, la plupart des documents intéressants se trouvent toujours dans les archives du Parti socialiste (ex-communiste) qui filtre soigneusement ce qui peut ou ne peut pas être divulgué. Le vide s'est progressivement installé autour de Kadar et les points d'interrogation se multiplient. «Il n'y a pas que l'époque Kadar qui pose problème, estime l'historien Istvan Eörsi, la société hongroise n'arrive pas encore à accepter l'ensemble de son histoire du vingtième siècle. La coalition conservatrice au pouvoir essaie maintenant de présenter notre pays comme une victime permanente, jamais responsable. Elle cherche à accablent l'URSS de toutes nos souffrances. Mais ce n'est pas un portrait réaliste. Si Kadar a survécu si longtemps, c'est aussi parce que son régime était accepté par une grande partie de la population.»

Au fur et à mesure qu'il progresse dans ses recherches, Emile Horn, conservateur du Musée d'histoire contemporaine de Budapest, se pose de plus en plus de questions. Il prépare actuellement une exposition sur la vie de Kadar. Il a déjà inauguré, l'an dernier, la première exposition sur les années stalinienne en Hongrie. Le succès a été considérable. D'où l'idée de poursuivre ce travail avec une rétrospective sur Kadar. Mais son projet a été retardé et il se montre prudent. «Il y a une dizaine de personnes cruciales qui ne veulent pas parler, dit-il, et il reste encore de nombreuses zones d'ombre sur les événements de 1956 et l'intervention de 1968 à Prague. Kadar a emporté beaucoup de secrets dans sa tombe.»

Communiste jusqu'en 1953, Emile Horn refuse toute complaisance envers ce passé récent. «Le puritanisme de Kadar a créé un culte impersonnel au service d'une dictature molle et mesquine.» Mais

Kadar n'était pas un tyran sanguinaire ou un despote éclairé. Détésté par certains et méprisé par un plus grand nombre, il alimente l'ambivalence. Selon Végh, «il a passé un compromis avec le peuple. Pour essayer de se faire pardonner à coup d'endettement national. En contrepartie il a pu réviser sous le regard bienveillant de Moscou.»

Les années Kadar à peine enterées, elles suscitent incontestablement un malaise et chacun le gère à sa façon. Végh, le polémiste, rejette cette période à coups de provocation. Les historiens, comme Horn, le contemplant à coups d'interrogations. Mais tous les deux expriment le même refus: celui d'un passé de mensonge. Reste maintenant à combler un autre vide: l'écriture de l'histoire des années Kadar.

YVES-MICHEL RIOIS

(1) Istvan Eörsi, *À la bon vieux temps*, Editions Christian Bourgois, 376 p., 150 F.

EN BREF

□ **ALGÉRIE**: la rencontre entre le gouvernement et l'opposition s'achève sans résultat. — La première rencontre entre le gouvernement et l'opposition s'est achevée, vendredi 2 août, à Alger, sans qu'ait pu être adoptée une plateforme commune pour l'organisation des élections législatives anticipées (*le Monde* du 3 août). Les discussions reprendront le 22 août, pour permettre aux partis d'établir, à titre individuel ou par «coalition» et «famille» politique, leurs propositions pour la tenue de ce scrutin. — (AFP)

□ **CHINE**: inquiétude devant l'abandon du marxisme en URSS. — Le *Journal de la jeunesse* a exprimé vendredi 2 août sa préoccupation devant le «changement de nature» du PC soviétique. Dans ce premier commentaire officiel depuis l'adoption du programme présenté par M. Gorbatchev fin juillet, le journal estime que celui-ci «remet totalement en question la nature du PCUS, son idéologie et ses principes de base». «Il est très clair», ajoute-t-il, que la première condition mise par l'Occident à son aide à l'URSS

«est politique, c'est-à-dire que l'URSS doit devenir membre du camp occidental». — (AFP)

□ **INDE**: suicide d'un suspect du meurtre de M. Rajiv Gandhi. — Un extrémiste tamoul du Sri-Lanka s'est suicidé vendredi 2 août dans le sud de l'Inde en avalant une capsule de cyanure pour éviter d'être arrêté par les policiers enquêtant sur l'assassinat de l'ancien premier ministre Rajiv Gandhi. Deux autres militants tamouls soupçonnés d'avoir participé à l'attentat s'étaient déjà suicidés récemment. — (AFP)

□ **KÉNYA**: création d'un rassemblement de l'opposition. — Six personnalités de l'opposition, dont l'ancien vice-président Oginga Odinga, ont annoncé, vendredi 2 août, à Nairobi, la création du Forum pour la restauration de la démocratie (FORD), favorable au multipartisme. Le Kenya vit sous le régime du parti unique depuis l'adoption d'un amendement constitutionnel en 1982. Outre M. Odinga, trois anciens députés, MM. Maitiro, Shikaka et Nibungu, font partie du Forum. — (AFP)

De son côté, il avait émis l'ambivalence. Selon Végh, «il a passé un compromis avec le peuple. Pour essayer de se faire pardonner à coup d'endettement national. En contrepartie il a pu réviser sous le regard bienveillant de Moscou.»